

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 45 | 26 avril-2 mai 2021

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 567 personnes du à leurs liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un groupe de travail sur la détention arbitraire des Nations unies (GTDA) a [déclaré](#) que l'emprisonnement généralisé ou systématique des personnes ayant des liens présumés avec le groupe peut constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une [base de données](#) détaillée pour le suivi des détentions de masse liées au mouvement Gülen depuis le coup d'État manqué en juillet 2016.

26 avril : Les autorités ont [arrêté](#) Merve Hande Kayış, mère de trois enfants dont des jumeaux de 13 mois, pour ses liens présumés avec le mouvement Gülen, en violation des lois turques qui exigent de retarder l'emprisonnement ou la détention provisoire des femmes enceintes ou ayant accouché au cours de la dernière année et demie.

27 avril : Le Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a [accepté](#) de considérer comme " urgente " la pétition de Cihan Erdal, un étudiant en doctorat à l'Université Carleton du Canada, emprisonné en Turquie depuis sept mois pour des motifs liés au terrorisme.

28 avril : Une prison d'Amasya [refuse](#) illégalement la libération conditionnelle à des détenus emprisonnés pour leurs liens avec le mouvement Gülen.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de [Yusuf Bilge Tunç](#) et [Hüseyin Galip Küçüközyiğit](#), anciens travailleurs du secteur public qui

ont été licenciés par décrets-lois au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui ont été signalés disparus respectivement le 6 août 2019 et 29 décembre 2020, dans ce qui semble être les derniers cas en date d'une série de [disparitions forcées](#) présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION

26 avril : La police d'Istanbul a [bloqué](#) une manifestation organisée pour demander la libération d'un prisonnier malade, et a brièvement détenu trois personnes.

26 avril : La police d'Istanbul a [arrêté](#) deux personnes qui organisaient un sit-in pour protester contre leur licenciement sommaire de la fonction publique par décret-loi.

26 avril : La police d'Istanbul est [intervenue](#) dans une manifestation pour la justice sociale, et a brièvement détenu deux personnes.

27 avril : La police d'Istanbul a [bloqué](#) une manifestation de travailleurs organisée à l'occasion du 1er mai, détenant brièvement 33 personnes, dont trois journalistes.

28 avril : La police d'Ankara a [bloqué](#) une manifestation organisée à l'occasion du 1er mai et a brièvement arrêté six personnes.

29 avril : La police de plusieurs provinces a [bloqué](#) des manifestations organisées à l'occasion du 1er mai et a arrêté trois personnes à İzmir.

29 avril : La police d'Istanbul a [bloqué](#) une manifestation de travailleurs et a brièvement détenu huit personnes.

29 avril : La Cour suprême d'appel a [annulé](#) l'acquittement de 35 personnes qui avaient été jugées pour avoir participé aux manifestations du parc Gezi en 2013.

1er mai : Dans tout le pays, la police [bloque](#) les rassemblements du 1er mai, plaçant en détention 255 personnes à İstanbul, 41 à Ankara, 22 à İzmir, 4 à Antalya, 12 à Trabzon et 20 à Artvin.

1er mai : Les gendarmes de Rize sont [intervenues](#) lors d'une manifestation contre l'ouverture d'une carrière de pierre, détenant au moins cinq personnes.

1er mai : L'Organisation internationale du travail (OIT), une agence de l'ONU qui fixe les normes du travail, a [décidé](#) que le gouvernement turc avait violé les conventions de l'ONU sur le travail en fermant des syndicats et en licenciant des travailleurs pour cause d'affiliation présumée au mouvement Gülen.

2 mai : Le bureau du gouverneur de Van a [interdit](#) tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours. Cette interdiction est restée en vigueur de manière ininterrompue depuis novembre 2016.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET MÉDIAS

26 avril : La police d'Ankara a brièvement [détenu](#) deux reporters de l'agence de presse Mezopotamya qui suivaient un point de presse du HDP.

27 avril : Un rapport trimestriel de l'Association des journalistes turcs (TGC) [indique](#) que quatre membres de la presse ont été arrêtés et 24 autres ont été détenus au cours des trois premiers mois de 2021.

28 avril : La police d'İstanbul a brièvement [détenu](#) deux jeunes pour insulte aux symboles de la souveraineté de l'État, à propos d'une vidéo TikTok où on les voit utiliser des passeports turcs à diverses fins autres que le voyage, comme des sous-verres, des gants de cuisine ou des marque-pages.

28 avril : Les procureurs de Diyarbakır ont [lancé](#) une enquête sur le barreau de Diyarbakır à propos d'une déclaration qu'il a publiée pour commémorer le génocide arménien.

28 avril : Le régulateur des médias RTÜK a [imposé](#) une amende pécuniaire à la chaîne de télévision KRT TV en raison des remarques du député de l'opposition Engin

Altay sur le président Recep Tayyip Erdoğan. RTÜK a également [infligé](#) une amende à Halk TV pour des propos tenus dans une émission politique.

28 avril : L'Agence de publicité de la presse (BİK), l'organisme d'État chargé de réglementer les publicités financées par des fonds publics dans les médias, a [imposé](#) une interdiction de publicité de trois jours au journal Birgün pour un reportage sur une corruption présumée dans une fédération d'arts martiaux.

29 avril : La police de Muğla a brièvement [détenu](#) et libéré sous probation une personne pour avoir prétendument insulté le président sur les réseaux sociaux. L'individu a été arrêté le lendemain alors qu'il continuait ses commentaires sur les réseaux sociaux après sa libération.

29 avril : Un tribunal d'İstanbul a [ordonné](#) au politicien de l'opposition Canan Kaftancıoğlu de verser 7 000 dollars de dommages et intérêts au président Recep Tayyip Erdoğan pour l'avoir insulté sur les réseaux sociaux.

30 avril : La police de Hakkari a [placé](#) en détention un garçon de 14 ans, accusé d'avoir insulté le président sur les réseaux sociaux.

30 avril : Un tribunal de Diyarbakır a [bloqué](#) l'accès à une adresse web utilisée par le Jin news pour publier des informations.

30 avril : Une cour d'appel a [décidé](#) d'acquitter le scientifique Bülent Şık qui avait déjà été condamné à 15 mois de prison pour avoir divulgué des informations classifiées, après avoir exposé les risques de cancer liés à la pollution toxique.

DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME

28 avril : [Ömer Faruk Gergerlioğlu](#), ancien député et grand défenseur des droits qui a été déchu de son statut de parlementaire en mars et ensuite emprisonné, risque maintenant jusqu'à cinq ans de prison pour avoir organisé une "surveillance de la justice" au Parlement après son expulsion, selon un nouvel acte d'accusation rédigé par les procureurs d'Ankara.

MINORITÉ KURDE

26 avril : La police de Diyarbakır a [placé](#) en détention 11 personnes, dont des politiciens du HDP et du DBP, pour des accusations liées au terrorisme.

26 avril : Un tribunal d'Ankara a [commencé](#) le procès de 108 politiciens kurdes pour leur rôle présumé dans les manifestations meurtrières de 2014. La police a bloqué un point de presse organisé devant le siège provincial du HDP et a brièvement [détenu](#) deux reporters de l'agence de presse Mezopotamya qui le suivaient.

29 avril : La Cour suprême d'appel a [confirmé](#) une peine de prison de quatre ans et huit mois prononcée à l'encontre du politicien kurde Selahattin Demirtaş et de trois ans et six mois prononcée à l'encontre de Sirri Süreyya Önder pour diffusion de propagande terroriste, à propos d'un discours qu'ils ont prononcé lors d'une célébration du Newroz à İstanbul en mars 2017.

29 avril : La Cour suprême d'appel a [confirmé](#) la peine de prison de sept ans et six mois prononcée à l'encontre de l'ancien député HDP İdris Baluken pour des accusations liées au terrorisme.

MAUVAIS TRAITEMENTS INFLIGÉS AUX CITOYENS À L'ÉTRANGER

26 avril : Des documents ayant fait l'objet d'une fuite ont [révélé](#) que des diplomates turcs au Turkménistan s'étaient engagés dans une campagne de collecte de renseignements sur les activités des détracteurs du gouvernement dans le pays, ce qui a conduit à la poursuite de quatre personnes en Turquie.

AUTRES MINORITÉS

26 avril : Ümit Özdağ, un député d'extrême droite, a ouvertement [menacé](#) le député turco-arménien Garo Paylan sur les réseaux sociaux au cours d'un débat sur le génocide arménien.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

29 avril : Les forces de sécurité de Van ont [tiré](#) et blessé un habitant de la région qui cherchait ses moutons perdus. La victime a également subi des mauvais traitements après avoir été abattue.

30 avril : Les gardiens d'une prison d'Izmir ont [agressé](#) physiquement et blessé le détenu Didem Akman.

30 avril : La Direction générale de la sécurité (EGM) a [ordonné](#) aux policiers d'empêcher les gens d'enregistrer des vidéos pendant que les forces de l'ordre exercent leurs fonctions. Les ONG de défense des droits de l'homme ont décrit cette mesure comme une tentative d'empêcher les incidents de brutalité policière d'être rendus publics.

1er mai : La police d'Istanbul a [emmené](#) huit personnes détenues alors qu'elles manifestaient pour le 1er mai dans un lieu dépourvu de caméras de sécurité et les a torturées.

DROITS DES FEMMES

27 avril : Un rapport de la municipalité d'Istanbul a [révélé](#) qu'un total de 13 740 mariages de mineurs ont eu lieu en Turquie en 2020. Le rapport précise que 95 % des mineurs étaient des filles.

1er mai : Une étude universitaire a [révélé](#) que quatre femmes turques sur dix subissent des violences domestiques au cours de leur vie.